

---

# Perspectives économiques et budgétaires Automne 2018

## Déclaration aux médias

Bonjour et bienvenue.

Je m'appelle Peter Weltman, directeur de la responsabilité financière de l'Ontario.

À mes côtés se trouve David West, économiste en chef du Bureau de la responsabilité financière (BRF). Nous serons tous deux disponibles pour répondre à vos questions après cette brève déclaration. D'ailleurs, si vous avez des questions en français, n'hésitez pas à les poser. Nous allons faire de notre mieux pour vous répondre en français.

Mon bureau a publié aujourd'hui ses Perspectives économiques et budgétaires semestrielles, qui rendent compte de ses prévisions concernant la tenue de l'économie et de son évaluation des perspectives budgétaires de la province. Le rapport est fondé sur les données économiques les plus récentes ainsi que sur les données budgétaires révisées de l'exposé annuel d'automne 2018 de l'Ontario.

Permettez-moi de dresser d'abord le bilan de l'exercice financier en cours.

Selon les prévisions du BRF, le déficit budgétaire de l'Ontario va plus que tripler cette année pour atteindre 12,3 milliards de dollars. Le déficit de 2018-2019 sera le plus important depuis 2011-2012, en raison d'une forte augmentation des dépenses de programmes et d'une diminution des revenus en général.

Cette détérioration marquée du solde budgétaire survient après quatre ans de forte croissance économique, d'ailleurs supérieure à la moyenne pour l'Ontario. Pour la

suite des choses, la plupart des économistes, y compris le BRF, s'attendent à ce que cette croissance ralentisse, puisque les hausses de taux d'intérêt et l'endettement élevé des ménages devraient freiner la croissance des dépenses des ménages et de la construction résidentielle.

Depuis le début de la législature actuelle, le gouvernement de l'Ontario a apporté d'importants changements à ses politiques de revenus et de dépenses. Il a notamment annulé le Programme de plafonnement et d'échange, modéré ou annulé de nouvelles initiatives de dépenses du gouvernement précédent, fait marche arrière sur plusieurs hausses d'impôt comprises dans le budget 2018, annoncé l'instauration d'un crédit d'impôt pour les personnes à faible revenu et reproduit les modifications apportées à l'impôt des sociétés par le gouvernement fédéral. Ces changements de politiques, combinés aux prévisions économiques modérément plus pessimistes, expliquent pourquoi le déficit actuellement projeté est plus élevé que celui prévu par le BRF au printemps.

Il est important de noter que dans le dernier exposé annuel d'automne du gouvernement, l'horizon des prévisions budgétaires ne dépassait pas l'année courante. Comme le gouvernement n'a pas fourni de prévisions à long terme, le BRF a élaboré un scénario de statu quo qui rend compte des perspectives financières de l'Ontario selon les politiques en vigueur. Ce scénario ne se veut pas une prédiction des résultats budgétaires futurs de l'Ontario, mais plutôt un point de référence permettant aux députés provinciaux de mesurer l'étendue des éventuels changements de politique budgétaire à venir.

Selon le scénario de statu quo du BRF, le déficit budgétaire de l'Ontario se creusera à 15,1 milliards de dollars en 2019-2020 (par rapport à 12,3 milliards pour l'exercice actuel), principalement en raison des baisses de revenus annoncées depuis le budget 2018. Sans changement de politiques, le déficit continuera de s'alourdir et finira par dépasser les 16 milliards de dollars d'ici 2022-2023.

Quand le budget est déficitaire, la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières* exige du gouvernement qu'il crée un plan de

redressement qui précise quand et comment il reviendra à l'équilibre budgétaire. Le gouvernement n'a pas indiqué précisément quand il comptait équilibrer le budget, mais il s'est déjà engagé à ne pas augmenter les impôts.

Le rapport présente une analyse de sensibilité portant sur divers choix de politique budgétaire, que je vous encourage à examiner. Voici un exemple : selon les estimations du BRF, si le gouvernement décide de revenir à l'équilibre budgétaire en quatre ans seulement en restreignant les dépenses, la province devrait limiter la croissance des dépenses de programmes à 1,2 % par année. Ce serait là le plus faible taux de croissance sur quatre ans depuis le milieu des années 1990. Pour limiter la croissance des dépenses à ce point, le gouvernement devrait réduire les dépenses de programmes de 850 \$ par personne, soit de 8 % par rapport aux niveaux actuels, d'ici 2022.

Pour atteindre l'équilibre, l'Ontario devra modifier en profondeur sa politique budgétaire. Or, des changements de cette ampleur pourraient avoir de vastes répercussions sur les ménages et les entreprises de l'Ontario, de même que sur l'ensemble de l'économie. C'est pourquoi les Ontariens profiteraient d'un débat éclairé au sujet des objectifs budgétaires de la province et des compromis nécessaires pour les atteindre.

Merci.

Je répondrai avec plaisir à vos questions. David and I are happy to take questions.

Demandes de la part des médias : Kismet Baun, coordonnatrice des communications  
416 254-9232  
[kbaun@fao-on.org](mailto:kbaun@fao-on.org)